

DE L'APAISEMENT À L'INQUIÉTUDE

par Claude DAGENS, évêque d'Angoulême

DE 2005 À 2015

Il y a dix ans, en 2005, le premier centenaire de la grande loi de séparation entre les Églises et l'État a été commémoré dans un climat d'apaisement. Cet apaisement était voulu et favorisé aussi bien par les autorités de l'État qui avaient renoncé à une révision de cette loi que par les autorités de l'Église catholique, qui acceptaient désormais la laïcité en tant que cadre institutionnel garantissant la liberté de conscience, le pluralisme des croyances religieuses et le libre exercice des cultes.

D'autant plus qu'au début de cette année 2005, le pape Jean-Paul II avait envoyé aux évêques de France une lettre dans laquelle il affirmait que la laïcité bien comprise, en tant que principe de respect et de compréhension des religions, faisait partie de la doctrine sociale de l'Église catholique.

Ce climat d'apaisement pouvait sembler durable. Il encourageait les catholiques à pratiquer ce que la *Lettre des évêques* de 1996 avait déjà souligné avec force : « *Nous, catholiques en France, nous tenons à être reconnus non seulement comme des héritiers, solidaires d'une histoire nationale et religieuse, mais aussi comme des citoyens, qui participent à la vie actuelle de la société française, qui en respectent la laïcité constitutive et qui désirent y manifester la vitalité de leur foi.* »

En 2009, quand je fus reçu à l'Académie française pour succéder au grand historien René Rémond, je m'étais fait l'écho de ses inquiétudes sur la place des religions en France, en raison des questions nouvelles posées par la présence de l'Islam, mais j'avais pris mes distances par rapport à ces inquiétudes, en insistant sur l'importance du dialogue entre catholiques et musulmans.

Actuellement, je dois reconnaître, au nom du simple réalisme historique, que le climat a changé. Nous sommes passés de l'apaisement, non pas à l'affrontement, mais à des inquiétudes fondées.

POURQUOI CES INQUIÉTUDES ?

Il ne faut surtout pas en attribuer la responsabilité à l'Islam, même si cette religion est pour nous très nouvelle et qu'elle hérite d'une longue tradition qui situe autrement les relations entre les pouvoirs publics et les pouvoirs religieux.

Le plus préoccupant, c'est cet état d'esprit diffus en raison duquel les réalités religieuses sont devenues difficiles à comprendre parce qu'on ne les mesure qu'à partir de leur influence politique et sociale. Cet état d'esprit ne procède pas d'une hostilité calculée, mais plutôt d'une ignorance plus ou moins involontaire. D'autant plus qu'à la suite des attentats violents de janvier 2015, la religion juive et la religion musulmane se sont fortement

manifestées sur la place publique, avec des prises de position à la fois défensives et offensives, qui les détournent de leurs identités spécifiques.

Dans ce contexte, le christianisme, et spécialement l'Église catholique, risquent d'apparaître comme appartenant au passé ou obligés d'entrer dans ces nouveaux rapports politico-religieux.

Cette situation est préoccupante. Les pouvoirs publics le savent. Ils ont souvent du mal à rencontrer des interlocuteurs crédibles et paisibles. Mais ils comprennent peut-être mieux ce que nous avons oublié : il est **urgent d'éduquer au sens des réalités religieuses**, en faisant place à cette formation dans le cadre de l'Éducation nationale.

L'autre difficulté, et source de préoccupation, concerne la **conception de la laïcité** : comment faire pour qu'elle ne soit pas, au mieux un principe de précaution qui renvoie les religions à la vie privée, au pire une idéologie qui tiendrait lieu de doctrine officielle ?

Nous sommes alors dans l'ordre politique, et on doit reconnaître que la réapparition de certaines formes de laïcisme vient compenser le vide de la réflexion politique, réduite aux calculs concernant les prochaines élections, régionales, puis présidentielles.

Et si l'on pose la question : « *Et nous, catholiques, que faire dans ce contexte préoccupant ?* », on peut répondre sans hésiter : garder le cap à la fois du **réalisme**, qui ne nie pas des tendances au durcissement aussi bien chez des catholiques que chez des musulmans, et du **dialogue**, contre vents et marées, même si l'on se moque de nous et que l'on nous reproche notre naïveté.

Car aujourd'hui, la pratique de la rencontre et du dialogue est une forme de courage.

Le 28 septembre 2015